

Milipol 2013 : innovations technologiques pour la sécurité



La sécurité intérieure des États nécessite des capacités de prévention et de protection contre les attentats terroristes et risques naturels et technologiques, de surveillance des points sensibles, d'identification des réseaux criminels et, enfin, de défense contre la cybercriminalité et la grande délinquance financière.

« *La sécurité est un prérequis pour le développement d'une société stable* », a déclaré le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, lors de l'inauguration du salon Milipol 2013, en présence de 17 de ses homologues d'Europe, d'Asie, du Proche-Orient et d'Afrique.

Un marché mondial en croissance. La sécurité au sens large (électronique, physique, anti-incendie, gardiennage, transport de fonds et sécurité des installations étatiques) a représenté un marché mondial de 455 Md€ en 2012, qui a crû de 3,4 % en un an, selon l'Atlas économique de la publication spécialisée *En*

Toute Sécurité. Avec la reprise économique dans certaines régions du monde, la croissance de ce marché pourrait atteindre 4,5% en 2013 et 5 % en 2014. Entre 2001 et 2012, la part de l'Amérique du Nord a baissé de 43 % à 39,6 % et celle de l'Europe de 35 % à 26,8 %, tandis que celle de l'Asie a progressé de 14 % à 24,1 % et celle du reste du monde de 8 % à 9,5 %. L'essor économique de la Chine, de l'Inde et de la Corée du Sud entraîne des investissements dans la sécurité, comme en Amérique du Sud et en Afrique. De plus, les vives tensions politiques au Moyen-Orient provoquent une hausse des dépenses en sécurité supérieure à 12 % par an. Le quart des investissements en 2012 a été consacré à la sécurité intérieure des États (réseaux informatiques compris), soit 113 Md€, en hausse annuelle de 8 %-10 % en moyenne. En effet, elle s'établit à 15 % aux Etats-Unis et même 18 % en Asie et au Moyen-Orient, où les infrastructures se multiplient : aéroports, ports, exploitations pétrolières, réseaux de transport et d'énergie et centres administratifs. Selon l'Atlas de la publication *En Toute Sécurité*, le marché français a atteint près de 22 Md€ en 2012 (+ 2,8 % en un an) pour 1.500 entreprises. L'espionnage à l'échelle planétaire par la NSA américaine a suscité de nouvelles règles de protection de l'information des États, entreprises et particuliers, favorisant d'autant le marché de la cybersécurité aux Etats-Unis et en Europe. La multiplication des fraudes en tous genres stimule la demande en matière de gestion des identités sécurisées... où la France se trouve au premier rang mondial ! La sécurité exige des innovations technologiques en permanence, souvent héritées du domaine militaire. Ainsi, les drones servent à la surveillance des frontières, feux de forêts, bâtiments stratégiques, lignes à haute tension et voies ferrées. De nombreux modèles de drones, nécessitant un savoir-faire de pointe en matière de gestion des images et de miniaturisation, ont été créés partout dans le monde, grâce à une collaboration étroite entre laboratoires civils et militaires, universités, entreprises et administrations. Les appareils à usage civil devraient représenter un tiers du marché mondial des drones en 2020.

L'expertise de la gestion de crise. Depuis quelques années, la Gendarmerie dispose du Centre de planification et de gestion de crise (CPGC). Cette unité opérationnelle compte 7 sections spécialisées : effectifs ; renseignement ; conduite ; logistique ; planification ; systèmes d'information et de communication ; formation/retour d'expérience. Grâce à ses moyens de commandement et de communications mis en œuvre dans des environnements très dégradés, elle peut organiser et conduire des opérations d'ordre et de sécurité publics, de police judiciaire, de circulation routière ou de logistique

opérationnelle en toute urgence et de façon autonome. Le GPGC est ainsi intervenu dans diverses opérations : « Harpie I » de lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane (2008) ; sommet de l'OTAN à Strasbourg (2009) ; séisme en Haïti et sommet Afrique France à Nice (2010) ; tempête Xynthia en Charente-Maritime et inondations dans le Var (2010) ; sommets du G8 à Deauville et du G20 à Cannes (2011) ; ordre public à Mayotte (2011) ; planification des convois exceptionnels des composants de haute technologie destinés au projet ITER à Cadarache (2012) ; maintien de l'ordre public lors des manifestations d'opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes (2012) ; renforcement de la protection de la préfecture de la Région Corse (2013) ; coopération internationale au Qatar (2013).

Les projets européens de sûreté. La Commission européenne a participé à Milipol pour la première fois et y a présenté ses 8 projets en cours avec des acteurs publics et privés. En matière de détection NRBC (nucléaire, radiologique, biologique et chimique) la « Puce Multisense » identifie les agents pathogènes. Le système « IC2 » de surveillance des frontières maritimes permet l'identification précoce et le signalement des menaces « Eurosur » : immigration clandestine, infraction à la loi, pêche illégale et terrorisme. Il relie les moyens fixes (radars terrestres et embarqués en mer) et mobiles (aéronefs, drones et navires) à un modèle de données standards en vue de leur partage. Pour les risques majeurs, le projet « ESS » transmet de façon fiable les flux d'informations filtrés et organisés, en vue de synchroniser en temps réel les actions de la police, des pompiers et des sauveteurs. Le projet « Icarus » vise à améliorer détection, localisation et sauvetage des personnes, en cas de catastrophe et dans des environnements urbains et maritimes, avec des capteurs ultralégers à infrarouge et des systèmes aériens, terrestres et maritimes sans pilote. Pour les interventions en cas d'urgence, le projet « S(P)EEKITS » consiste à fournir des kits pour les abris, l'eau et l'assainissement, les structures durables, la mise en place et le suivi du processus de récupération à long terme après la catastrophe. Pour les risques majeurs, le projet « FREESIC » porte sur les liaisons de communications peu onéreuses et sécurisées, en vue d'assurer l'interopérabilité des organisations d'intervention d'urgence et indépendamment des frontières des pays concernés. Le projet « EFFISEC » de contrôle des frontières terrestres et maritimes porte sur le contrôle de documents et d'identité, la détection de substances illicites, la surveillance vidéo et les communications sécurisées. Enfin, le projet « TIRAMISU » propose une boîte à outils pour la neutralisation des mines et

bombes de façon plus rapide, plus sûre et plus précise.

Loïc Salmon

Crises : prévention et gestion en Ile-de-France

Sécurité : gestion des expatriés français en cas de crise

Les spécialistes de la gendarmerie

Le 18ème salon Milipol s'est tenu à Paris-Nord Villepinte (banlieue parisienne) du 19 au 22 novembre 2013. Il a rassemblé 915 exposants (36 % français) de 49 pays, et accueilli près de 27.000 visiteurs et plus 100 délégations officielles de 89 pays. Certains matériels exposés trouvent des applications sécuritaires mais aussi militaires, comme les drones (Cassidian et Thales) ou les jumelles caméras à infrarouge avec compas magnétique numérique, GPS et pointeurs laser (Safran) pour les forces spéciales.